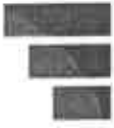




métropole  
ROUENNORMANDIE

**RAPPORT DEFINITIF  
APPROUVE EN SEANCE  
LE 25 MAI 2016**

**CABINET MICHEL KLOPPER  
CONSULTANTS FINANCES LOCALES**



# Rapport CLETC

**TRANSFERTS COMPLEMENTAIRES – 71 communes membres**

***Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges***

**25 mai 2016**

## **CLETC DU 25 MAI 2016 – TRANSFERTS COMPLEMENTAIRES (71 communes)**

**0. Point d'information préalable sur le dernier rapport CLETC du 30 novembre 2015 (info)**

**1. TAXE D'AMENAGEMENT – validation définitive des montants à reverser aux communes membres (vote)**

**2. SERVICE COMMUN URBANISME REGLEMENTAIRE – adhésion de Bihorel et de la ville Le TRAIT (vote)**

**3. TRANSFERT VERS LA COMMUNE DE ST AUBIN LES ELBEUF – EMDAE (vote)**

**4. INFOS : renforcement des réseaux et accessoires de voirie (info)**

## 0. POUR INFORMATION – ETAT DES VOTES SUR LE RAPPORT DU 30/11/15

- **Validation officielle du rapport par délibérations** à la majorité des conseils municipaux (règle des 2/3 – 1/2) → validation du rapport de la CLETC dès la constatation de la majorité qualifiée.
- **Situation au 23 mai 2016 :**

Etat des votes sur le rapport de la CLETC du 30/11/2015		
Approbation	57 communes	↑ 426.390 habitants (85,54%)
Rejet	5 communes	↑ 47.102 habitants
Abstention	1 commune	↑ 806 habitants
Délibération non prise ou non parvenue	8 communes	↑ 24.150 habitants

POUR INFO

**La majorité qualifiée est atteinte pour le rapport CLETC du 30 novembre 2015.**

## 1. TAXE D'AMENAGEMENT – validation définitive des montants à reverser aux communes membres

- **Rappel des règles applicables :**
  - Taxe d'aménagement en principe adossée à la compétence PLU.
  - En 2015, le transfert de la Taxe d'aménagement s'est heurté à une première difficulté créée par **deux séries de dispositions pour partie contradictoires** :
    - ✓ *les dispositions du Code de l'urbanisme*, qui opère une distinction entre :
      - les communautés urbaines, qui perçoivent de droit la taxe d'aménagement en lieu et place de leurs communes membres,
      - les autres catégories d'EPCI, pour lesquelles le transfert de la taxe est soumise à des délibérations concordantes des conseils municipaux à la majorité qualifiée (2/3 des communes représentant la moitié de la population ou l'inverse)
    - ✓ *les dispositions du Code général des impôts*, qui alignent le régime fiscal des métropoles sur celui des communautés urbaines.
- Depuis lors, une clarification législative après le vote de l'article 165 du Projet de Loi de Finances pour 2016 : Au 3° de l'article L. 331-2 du code de l'urbanisme, après le mot : « urbaines », sont insérés les mots : « , les métropoles ».

## 1. TAXE D'AMENAGEMENT -- validation définitive des montants à reverser aux communes membres

- Une difficulté supplémentaire induite par l'interprétation retenue par les services fiscaux : **transfert opéré non à compter de la date du passage en métropole (1<sup>er</sup> janvier 2015 donc) mais de manière lissée, en fonction de la date du fait générateur**
  - perception par la Métropole des seuls produits de TA correspondant aux permis de construire accordés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, **soit la perception des premiers produits de TA à partir de l'année 2016.**
- Le montant de la taxe est établi par la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), qui en informe le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme par lettre simple, dès vérification du calcul et au plus tard 6 mois après le fait générateur de la taxe.

La taxe doit être payée en 2 fractions égales après la délivrance du permis :

au 12<sup>e</sup> mois pour la 1<sup>e</sup> échéance,

puis au 24<sup>e</sup> mois pour la 2<sup>nd</sup>e échéance.

Si son montant est inférieur à 1 500 €, elle n'est payée qu'en une seule fois.

## 1. TAXE D'AMENAGEMENT – validation définitive des montants à reverser aux communes membres

### • Méthodes de valorisation envisageables :

- **Difficulté technique** : compenser une ressource dont le transfert va donc être opéré de manière progressive, à partir d'une dotation (l'AC) dont le montant est fixe et est en principe ajusté « en une fois », lors de chaque transfert de compétence.

### Solution proposée:

- Procéder à une **valorisation progressive**, en intégrant la taxe dans l'AC de manière lissée : à hauteur de 30% en 2016 puis 60% en 2017, 80% en 2018 et enfin 100% à partir de 2019.
- **La détermination de la période de référence retenue pour valoriser les produits compensés au sein de l'AC** → choix d'une moyenne sur une période relativement longue a priori justifiée compte tenu de la volatilité de l'impôt.

Période de référence votée en CLETC du 30/11/2015 : années 2010 à 2014

## 1. TAXE D'AMENAGEMENT -- validation définitive des montants à reverser aux communes membres (mise à jour définitive)

TLE/Taxe d'aménagement	Total Communes de la Métropole
2010	<b>4 243 259</b>
2011	<b>4 786 113</b>
2012	<b>5 353 544</b>
2013	<b>3 779 081</b>
2014	<b>3 200 932</b>
Moyenne	<b>4 276 586</b>

Années	Quote part	Reversement de TA
2016	30%	<b>1 282 976</b>
2017	60%	<b>2 565 951</b>
2018	80%	<b>3 421 269</b>
2019	100%	<b>4 276 586</b>

Le détail des montants par commune figure en annexe

*Le reversement de la taxe d'aménagement (TA) par la Métropole viendra abonder la section de fonctionnement des budgets communaux dès 2016. Parallèlement, les reliquats de TA dont le fait générateur est antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2015 restent acquis aux communes (recettes d'investissement 2016 et+).*

**APPROUVE**

## 2. SERVICE COMMUN URBANISME REGLEMENTAIRE -- adhésion de Bihorel et de la ville Le TRAIT

Par délibérations concordantes, les communes de Bihorel et du Trait ont décidé d'adhérer au service commun « urbanisme réglementaire » pour assurer les missions de définition et de mise en œuvre de l'instruction des autorisations en matière d'urbanisme réglementaire. Il est convenu conformément au CGCT que la Métropole procédera à une réfaction de l'attribution de compensation des communes concernées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

**Méthode commune** : prise en compte de la masse salariale de l'agent concerné puis proratisée au nombre d'actes d'urbanisme désormais délégués au service commun.

- **LE TRAIT** : Masse salariale de référence : 66.081 € X 24,81% (part des ADS) = 16.400 € + 5% de frais de structure, soit une évaluation de 17.220 €  
**Refacturation au sein de l'attribution de compensation en 2015 : 8.610 € (demi-année)**  
**Refacturation au sein de l'attribution de compensation en 2016 et années suivantes : 17.220€**
- **BIHOREL** : Masse salariale de référence : 31.143 € X 12,5% (part des ADS) = 3.893 € + 5% de frais de structure, soit une évaluation de 4.088 €  
**Refacturation au sein de l'attribution de compensation en 2015 : 2.044 € (demi-année)**  
**Refacturation au sein de l'attribution de compensation en 2016 et années suivantes : 4.088 €**

APPROUVE



### 3. TRANSFERT VERS LA COMMUNE DE ST AUBIN LES ELBEUF – EMDAE

- Dans le cadre de son projet de territoire, l'ex-Agglomération d'Elbeuf avait souhaité développer l'enseignement musical et scénographique pour le rendre accessible au plus grand nombre et avait inscrit au contrat de territoire la réalisation d'une nouvelle école pour relayer l'association EMDAE et lui permettre d'assurer ses missions dans de bonnes conditions. Elle avait donc engagé cette opération de construction d'une **école de musique et de danse**, à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, dont la vocation est d'être un lieu d'enseignement, de pratiques musicales et chorégraphiques.
- Dans la continuité des engagements pris, la Métropole a porté l'investissement de cet équipement dans l'attente du transfert à intervenir au 1er janvier 2016 à la ville de Saint Aubin lès Elbeuf.
- Dans le cadre de l'harmonisation des compétences de la Métropole, l'intérêt métropolitain a pris fin pour cet équipement à compter du **1er janvier 2016** entraînant, à cette même date, la restitution de la compétence à la commune et le transfert de l'équipement.

### 3. TRANSFERT VERS LA COMMUNE DE ST AUBIN LES ELBEUF – EMDAE

- En ce qui concerne, les moyens financiers qui accompagneront ce transfert, le principe retenu s'appuie sur ce qui a été fait pour l'équipement jeune public *Philippe Torretton* à St Pierre les Elbeuf à l'exception des fluides (eau/gaz/électricité), du ménage et du contrat d'ascenseur qui sont réglés par les utilisateurs en l'occurrence l'association EMDAE dans le cadre de la subvention antérieurement versée par la Métropole.
- Les éléments chiffrés pouvant être retenus sont les suivants :

Coût de **fonctionnement** du bâtiment : compte tenu de la mise en service trop récente du bâtiment, il est proposé une évaluation sur la base d'un ratio surface au m<sup>2</sup> pour un bâtiment d'une surface totale de 2082 m<sup>2</sup>. Estimation des ratios au m<sup>2</sup>:

- Contrat de maintenance chauffage/ventilation 2,4 €/m<sup>2</sup>
- Contrat de maintenance (alarme / électricité, extincteurs) 1,85 €/m<sup>2</sup>
- Vérification réglementaire 0,29 €/m<sup>2</sup>
- Assurance 0,325 €/m<sup>2</sup> HT + 9% de taxe.

### 3. TRANSFERT VERS LA COMMUNE DE ST AUBIN LES ELBEUF – EMDAE

- Contrat de maintenance chauffage/ventilation 5 000 €
- Contrat de maintenance (alarme / électricité, extincteurs) 3 850 €
- Vérification réglementaire 600 €
- Vitrierie (2 passages par an) 1 300 €
- Assurance 779 €

Subvention de fonctionnement accordée à l'EMDAE : 413 500 €  
*(selon montant versé par la Métropole en 2015)*

**Le montant total du transfert serait donc de : 425 029 €**

APPROUVE

#### 4. INFOS : Extensions des réseaux électriques et accessoires de voirie

- **Extension des réseaux électriques.**

Afin de déterminer qui est compétent en matière de financement des extensions de réseaux électriques il a fallu lever une première ambiguïté sur la collectivité compétente pour la perception de la taxe d'aménagement.

Celle-ci est maintenant levée par une précision législative comme cela a été vu précédemment.

Une deuxième ambiguïté venait de l'interprétation extensive des « participations d'urbanisme » nommées à l'article L 342-11 du Code de l'énergie par une note conjointe de l'AMF, de la FNCCR et d'ERDF de novembre 2011 indiquait que la contribution est due par la collectivité « compétente en matière d'urbanisme » « qui a délivré l'autorisation d'urbanisme ». La position initiale de la CLETC qui en a découlé était que la contribution aux extensions de réseaux électriques restait à la charge de la collectivité compétente en matière de délivrance des autorisations d'urbanisme.

Or, une jurisprudence du tribunal administratif de bordeaux du 30 novembre 2015 mettrait fin aux diverses interprétations possibles de l'article L 342-11 en utilisant le terme de « taxe d'urbanisme » au lieu de « participation d'urbanisme » et le juge relève que l'EPCI (agglomération de bordeaux) devenu métropole est bien redevable de la contribution.

INFOS

#### 4. INFOS : Extensions des réseaux électriques et accessoires de voirie

- Solution proposée:

Deux problématiques se posent alors:

- D'une part l'identification certaine des dépenses exposées par les communes en matière de contribution aux extensions des réseaux électrique avant le transfert de la compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2015, afin de **réévaluer la charge transférée** de la compétence énergie de manière homogène pour les communes. Un questionnaire serait adressé aux communes et complété avec l'aide des services de la Métropole en lien avec les Directeurs des pôles de proximité.
- D'autre part la question du remboursement des dépenses exposées par les communes en matière de contribution aux extensions des réseaux électrique depuis le transfert de la compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2016. Afin de régler cette question, il est proposé aux Communes de **retenir une date de transfert au 1<sup>er</sup> juillet 2016**, la Métropole prenant à sa charge toute nouvelle dépense d'extension de réseau électrique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016.

Une délibération actant le transfert de compétence au 1<sup>er</sup> juillet 2016 serait présentée au Conseil du 30 juin prochain. Un prochain rapport de la CLETC actera le réajustement des transferts financiers.

INFOS

#### 4. INFOS : Extensions et renforcement des réseaux électriques et accessoires de voirie

- **Accessoires de voiries, espace verts et espace public métropolitain.**
- Face à des situations particulières concernant l'espace public métropolitain, notamment les arbres d'alignement et les accessoires de voirie plus globalement, un complément doit être entrepris sur ce sujet.
- Un questionnaire serait adressé au communes et complété avec l'aide des services de la Métropole en lien avec les Directeurs des pôles de proximité.
- Un rapport de la CLETC actera le réajustement des transferts au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

INFOS

## **Prochains travaux CLETC**

*(non exhaustif)*

- CIDE Petit-Couronne (Pépinière d'entreprises)
- Transfert « inversé » créneaux scolaires piscine / patinoire (ex-caebs)
- Aître St Maclou
- Extension des réseaux électriques et accessoires de voirie
- Réseau de télédistribution

**Calendrier : automne 2016 et/ou 1<sup>er</sup> trimestre 2017**

## ANNEXE

- Détail du reversement de la Taxe d'aménagement par commune.



## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76005	76020	76039
COMMUNE	AMFREVILLE-LA-MI- VOIE	ANNEVILLE- AMBOURVILLE	AUTHIEUX-SUR-LE- PORT-SAINT-OUEN
Population INSEE 2014	3 205	1 228	1 244
Pôle de proximité	Plateaux-Robec	Austreberthe-Cailly	Plateaux-Robec
TLE 2010	4 243 259	0	30 980
TLE 2011	4 786 113	0	22 497
TLE/Taxe d'aménagement 2012	5 353 544	0	31 152
TLE/Taxe d'aménagement 2013	3 799 081	1 828	22 405
TLE/Taxe d'aménagement 2014	3 200 932	1 026	23 508
Moyenne de la TA sur 5 ans			
Indemnisation taxe d'aménagement (en Euros)	32 506,60	570,80	26 108,40
Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	10,14	0,46	20,99
<b>Reversement progressif -</b>			
- versement en 2016 de 30% du transfert TA	9 752	171	7 833
- versement en 2017 de 60% du transfert TA	19 504	342	15 665
- versement en 2018 de 80% du transfert TA	26 005	457	20 887
- versement en 2019 de 100% du transfert TA	32 507	571	26 108

## RANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76056	76069	76088	76095
COMMUNE	BARDOUVILLE	BELBEUF	BERVILLE-SUR-SEINE	BIHOREL
Population INSEE 2014	680	2 048	555	8 541
Indice de proximité				
LE 2010	2 466	28 049	524	15 981
LE 2011	6 345	40 832	7 044	62 355
LE/Taxe d'aménagement 2012	2 033	42 609	5 585	80 034
LE/Taxe d'aménagement 2013	958	34 510	4 385	74 741
LE/Taxe d'aménagement 2014	1 409	46 053	2 760	21 491
<i>Moyenne de la TA sur 5 ans</i>				
Indemnisation taxe d'aménagement (en €uros)	2 642,20	38 410,60	4 059,60	50 920,40
Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	3,89	18,76	7,31	5,96
<b>versement progressif -</b>				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	793	11 523	1 218	15 276
versement en 2017 de 60% du transfert TA	1 585	23 046	2 436	30 552
versement en 2018 de 80% du transfert TA	2 114	30 728	3 248	40 736
versement en 2019 de 100% du transfert TA	2 642	38 411	4 060	50 920

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76103	76108	76116	76131
COMMUNE	BONSECOURS	BOIS-GUILLAUME	BOOS	BOUILLE
Population INSEE 2014	6 592	13 141	3 334	783
Rôle de proximité				
ILE 2010	56 258	97 668	86 098	5 460
ILE 2011	24 778	241 792	142 637	10 724
ILE/Taxe d'aménagement 2012	61 557	302 027	170 873	15 974
ILE/Taxe d'aménagement 2013	57 643	132 068	122 652	0
ILE/Taxe d'aménagement 2014	75 008	74 782	165 278	0
Moyenne de la TA sur 5 ans				
ndemnisation taxe d'aménagement (en Euros)	55 048,80	169 667,40	137 507,60	6 431,60
ndemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	8,35	12,91	41,24	8,21
<b>Reversement progressif -</b>				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	16 515	50 900	41 252	1 929
versement en 2017 de 60% du transfert TA	33 029	101 800	82 505	3 859
versement en 2018 de 80% du transfert TA	44 039	135 734	110 006	5 145
versement en 2019 de 100% du transfert TA	55 049	169 667	137 508	6 432

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76157	76165	76178	76212
COMMUNE	CANTELEU	CAUDEBEC-LES-ELBEUF	CLEON	DARNETAL
Population INSEE 2014	15 251	9 982	5 511	9 599
Pôle de proximité	Austreberthe-Cailly	Val-de-Seine	Val-de-Seine	Plateaux-Robec
TLE 2010	133 652	128 150	8 512	58 394
TLE 2011	111 970	114 922	29 474	45 956
TLE/Taxe d'aménagement 2012	153 473	97 008	23 235	58 430
TLE/Taxe d'aménagement 2013	79 005	79 832	9 178	21 608
TLE/Taxe d'aménagement 2014	66 068	45 227	5 027	76 232
<i>Moyenne de la TA sur 5 ans</i>				
<b>Indemnisation taxe d'aménagement (en Euros)</b>	<b>108 833,60</b>	<b>93 027,80</b>	<b>15 085,20</b>	<b>52 124,00</b>
<b>Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)</b>	<b>7,14</b>	<b>9,32</b>	<b>2,74</b>	<b>5,43</b>
<b>Reversement progressif -</b>				
- versement en 2016 de 30% du transfert TA	<b>32 650</b>	<b>27 908</b>	<b>4 526</b>	<b>15 637</b>
- versement en 2017 de 60% du transfert TA	<b>65 300</b>	<b>55 817</b>	<b>9 051</b>	<b>31 274</b>
- versement en 2018 de 80% du transfert TA	<b>87 067</b>	<b>74 422</b>	<b>12 068</b>	<b>41 699</b>
- versement en 2019 de 100% du transfert TA	<b>108 834</b>	<b>93 028</b>	<b>15 085</b>	<b>52 124</b>

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76216	76222	76231	76237
COMMUNE	DEVILLE-LES-ROUEN	DUCLAIR	ELBEUF	EPINAY-SUR-DUCLAIR
Population INSEE 2014	10 450	4 202	17 112	510
Proximité	Austreberthe-Cailly	Austreberthe-Cailly	Val-de-Seine	Austreberthe-Cailly
TA 2010	27 210	44 432	78 399	1 642
TA 2011	63 229	49 918	21 087	1 743
TA/Taxe d'aménagement 2012	84 613	34 359	45 086	2 834
TA/Taxe d'aménagement 2013	48 732	40 251	42 386	14 045
TA/Taxe d'aménagement 2014	159 979	24 531	73 151	3 996
Moyenne de la TA sur 5 ans				
ndemnisation taxe d'aménagement (en Euros)	76 752,60	38 698,20	52 021,80	4 852,00
ndemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	7,34	9,21	3,04	9,51
versement progressif -				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	23 026	11 609	15 607	1 456
versement en 2017 de 60% du transfert TA	46 052	23 219	31 213	2 911
versement en 2018 de 80% du transfert TA	61 402	30 959	41 617	3 882
versement en 2019 de 100% du transfert TA	76 753	38 698	52 022	4 852

20

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Données actualisées des Questionnaires CA 2014) corrigées en fonction des données des comptes de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76273	76282	76313	76319
COMMUNE	FONTAINE-SOUS- PREAUX	FRENEUSE	GOUY	GRAND-COURONNE
Population INSEE 2014	530	940	811	10 036
à l'échelle de proximité	Plateaux-Robec	Val-de-Seine	Plateaux-Robec	Val-de-Seine
E./E 2010	1 000	2 479	4 403	304 676
E./E 2011	12 158	6 411	5 279	111 307
E./Taxe d'aménagement 2012	9 409	5 307	4 851	211 474
E./Taxe d'aménagement 2013	7 347	11 567	5 813	67 771
E./Taxe d'aménagement 2014	5 168	2 046	10 598	114 196
Moyenne de la TA sur 5 ans				
diminution taxe d'aménagement (en €uros)	7 016,40	5 562,00	6 188,80	161 884,80
diminution taxe d'aménagement (en €/hab)	13,24	5,92	7,63	16,13
versement progressif -				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	2 105	1 669	1 857	48 565
versement en 2017 de 60% du transfert TA	4 210	3 337	3 713	97 131
versement en 2018 de 80% du transfert TA	5 613	4 450	4 951	129 508
versement en 2019 de 100% du transfert TA	7 016	5 562	6 189	161 885

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76367	76377	76378	76391
COMMUNE	HOUPEVILLE	ISNEAUVILLE	JUMIEGES	LONDE
Population INSEE 2014	2 616	2 574	1 765	2 306
Pôle de proximité	Austreberthe-Cailly	Plateaux-Robec	Austreberthe-Cailly	Val-de-Seine
TLE 2010	43 962	61 734	29 552	18 824
TLE 2011	28 826	157 970	29 293	47 957
TLE/Taxe d'aménagement 2012	21 972	67 318	19 697	50 865
TLE/Taxe d'aménagement 2013	45 339	67 879	17 427	30 363
TLE/Taxe d'aménagement 2014	64 149	34 520	20 600	30 121
<i>Moyenne de la TA sur 5 ans</i>				
Indemnisation taxe d'aménagement (en Euros)	40 849,60	77 884,20	23 313,80	35 626,00
Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	15,62	30,26	13,21	15,45
<b>Reversement progressif -</b>				
- versement en 2016 de 30% du transfert TA	12 255	23 365	6 994	10 688
- versement en 2017 de 60% du transfert TA	24 510	46 731	13 988	21 376
- versement en 2018 de 80% du transfert TA	32 680	62 307	18 651	28 501
- versement en 2019 de 100% du transfert TA	40 850	77 884	23 314	35 626

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

ODE INSEE	76322	76350	76354	76366
COMMUNE	GRAND-QUEVILLY	HAUTOT-SUR-SEINE	HENOUVILLE	HOULME
Population INSEE 2014	24 921	369	1 267	4 052
Code de proximité	Val-de-Seine	Austreberthe-Cailly	Austreberthe-Cailly	Austreberthe-Cailly
LE 2010	67 238	5 746	19 402	22 204
LE 2011	327 220	5 854	8 263	36 568
LE/Taxe d'aménagement 2012	302 733	3 827	18 371	37 064
LE/Taxe d'aménagement 2013	134 087	1 776	14 659	9 306
LE/Taxe d'aménagement 2014	297 531	8 988	14 999	29 918
Moyenne de la TA sur 5 ans				
Indemnisation taxe d'aménagement (en Euros)	225 761,80	5 238,20	15 138,80	27 012,00
Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	9,06	14,20	11,95	6,67
versement progressif -				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	67 729	1 571	4 542	8 104
versement en 2017 de 60% du transfert TA	135 457	3 143	9 083	16 207
versement en 2018 de 80% du transfert TA	180 609	4 191	12 111	21 610
versement en 2019 de 100% du transfert TA	225 762	5 238	15 139	27 012



## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76402	76410	76429	76436
COMMUNE	MALAUNAY	MAROMME	MESNIL-ESNARD	MESNIL-SOUS- JUMIEGES
Population INSEE 2014	6 017	11 478	7 642	612
Pôle de proximité	Austreberthe-Cailly	Austreberthe-Cailly	Plateaux-Robec	Austreberthe-Cailly
TLE 2010	104 178	5 903	387 826	7 794
TLE 2011	102 296	20 645	276 582	7 372
TLE/Taxe d'aménagement 2012	80 553	122 796	176 424	6 584
TLE/Taxe d'aménagement 2013	38 362	150 535	118 955	6 083
TLE/Taxe d'aménagement 2014	107 950	43 351	78 745	3 681
<i>Moyenne de la TA sur 5 ans</i>				
Indemnisation taxe d'aménagement (en €uros)	<b>86 667,80</b>	<b>68 646,00</b>	<b>207 706,40</b>	<b>6 302,80</b>
Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	<b>14,40</b>	<b>5,98</b>	<b>27,18</b>	<b>10,30</b>
<b>Reversement progressif -</b>				
- versement en 2016 de 30% du transfert TA	<b>26 000</b>	<b>20 594</b>	<b>62 312</b>	<b>1 891</b>
- versement en 2017 de 60% du transfert TA	<b>52 001</b>	<b>41 188</b>	<b>124 624</b>	<b>3 782</b>
- versement en 2018 de 80% du transfert TA	<b>69 334</b>	<b>54 917</b>	<b>166 165</b>	<b>5 042</b>
- versement en 2019 de 100% du transfert TA	<b>86 668</b>	<b>68 646</b>	<b>207 706</b>	<b>6 303</b>

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76448	76451	76457	76464
COMMUNE	MONTMAIN	MONT-SAINT-AIGNAN	MOULINEAUX	NEUVILLE-CHANT- D'OISEL
Population INSEE 2014	1 405	19 860	943	2 202
Pôle de proximité	Plateaux-Robec	Austreberthe-Cailly	Val-de-Seine	Plateaux-Robec
TLE 2010	19 119	69 096	7 787	50 331
TLE 2011	66 820	139 367	5 899	76 946
TLE/Taxe d'aménagement 2012	67 499	99 266	1 485	47 806
TLE/Taxe d'aménagement 2013	21 652	147 876	10 336	45 584
TLE/Taxe d'aménagement 2014	19 566	100 634	3 266	18 486
<i>Moyenne de la TA sur 5 ans</i>				
Indemnisation taxe d'aménagement (en €uros)	38 931,20	111 247,80	5 754,60	47 830,60
Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	27,71	5,60	6,10	21,72
<b>Reversement progressif -</b>				
- versement en 2016 de 30% du transfert TA	11 679	33 374	1 726	14 349
- versement en 2017 de 60% du transfert TA	23 359	66 749	3 453	28 698
- versement en 2018 de 80% du transfert TA	31 145	88 998	4 604	38 264
- versement en 2019 de 100% du transfert TA	38 931	111 248	5 755	47 831

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76474	76475	76484	76486
COMMUNE	NOTRE-DAME-DE- BONDEVILLE	FRANQUEVILLE-SAINT- PIERRE	OISSEL	ORIVAL
Population INSEE 2014	7 122	6 246	11 478	961
Pôle de proximité	Austreberthe-Cailly	Plateaux-Robec	Seine-Sud	Val-de-Seine
TLE 2010	152 549	162 479	97 199	719
TLE 2011	53 036	118 899	252 181	1 284
TLE/Taxe d'aménagement 2012	100 551	74 072	249 931	2 243
TLE/Taxe d'aménagement 2013	52 859	79 264	83 396	770
TLE/Taxe d'aménagement 2014	12 333	73 606	34 968	0
<i>Moyenne de la TA sur 5 ans</i>				
Indemnisation taxe d'aménagement (en €uros)	74 265,60	101 664,00	143 535,00	1 003,20
Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	10,43	16,28	12,51	1,04
<b>Reversement progressif -</b>				
- versement en 2016 de 30% du transfert TA	22 280	30 499	43 061	301
- versement en 2017 de 60% du transfert TA	44 559	60 998	86 121	602
- versement en 2018 de 80% du transfert TA	59 412	81 331	114 828	803
- versement en 2019 de 100% du transfert TA	74 266	101 664	143 535	1 003

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
corrigées en fonction des données des comptes  
gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76497	76498	76513	76514
COMMUNE	PETIT-COURONNE	PETIT-QUEVILLY	QUEVILLON	QUEYREVILLE-LA- POTERIE
Population INSEE 2014	9 338	22 398	604	947
de proximité	Val-de-Seine	Seine-Sud	Austreberthe-Cailly	Plateaux-Robec
E 2010	0	102 988	2 901	16 610
E 2011	0	266 488	3 474	18 105
E/Taxe d'aménagement 2012	0	299 823	2 739	15 923
E/Taxe d'aménagement 2013	1 062	138 300	1 411	9 744
E/Taxe d'aménagement 2014	1 736	49 383	2 630	9 061
Moyenne de la TA sur 5 ans				
demnisation taxe d'aménagement (en €uros)	559,60	171 396,40	2 630,93	13 888,60
demnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	0,06	7,65	4,36	14,67
versement progressif -				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	168	51 419	789	4 167
versement en 2017 de 60% du transfert TA	336	102 838	1 579	8 333
versement en 2018 de 80% du transfert TA	448	137 117	2 105	11 111
versement en 2019 de 100% du transfert TA	560	171 396	2 631	13 889

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76536	76540	76550	76558
COMMUNE	RONCHEROLLES-SUR- LE-VIVIER	ROUEN	SAHURS	SAINT-AUBIN- CELLOVILLE
Population INSEE 2014	1 098	114 141	1 291	979
Rôle de proximité		Rouen	Austreberthe-Cailly	Plateaux-Robec
PLE 2010	6 404	638 622	17 037	3 852
PLE 2011	3 623	531 939	26 427	3 761
PLE/Taxe d'aménagement 2012	6 200	987 995	25 799	4 915
PLE/Taxe d'aménagement 2013	6 612	802 374	14 589	39 169
PLE/Taxe d'aménagement 2014	11 450	489 038	13 488	52 830
<i>Moyenne de la TA sur 5 ans</i>				
ndemnisation taxe d'aménagement (en euros)	6 857,80	689 993,60	19 468,00	20 905,40
ndemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	6,25	6,05	15,08	21,35
<b>Reversement progressif -</b>				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	2 057	206 998	5 840	6 272
versement en 2017 de 60% du transfert TA	4 115	413 996	11 681	12 543
versement en 2018 de 80% du transfert TA	5 486	551 995	15 574	16 724
versement en 2019 de 100% du transfert TA	6 858	689 994	19 468	20 905

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
corrigées en fonction des données des comptes  
gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76560	76561	76575	76591
COMMUNE	SAINT-AUBIN-EPINAY	SAINT-AUBIN-LES- ELBEUF	SAINT-ETIENNE-DU- ROUVRAY	SAINT-JACQUES-SUR- DARNETAL
population INSEE 2014	996	8 204	28 627	2 667
ville de proximité	Plateaux-Robec	Val-de-Seine	Seine-Sud	Plateaux-Robec
E 2010	31 427	74 539	197 133	46 646
E 2011	41 723	73 249	283 881	34 555
E/Taxe d'aménagement 2012	26 473	117 633	351 612	44 086
E/Taxe d'aménagement 2013	9 322	128 475	254 427	35 666
E/Taxe d'aménagement 2014	4 030	107 974	89 763	46 771
Moyenne de la TA sur 5 ans				
démunition taxe d'aménagement (en €uros)	22 595,00	100 374,00	235 363,20	41 544,80
démunition taxe d'aménagement (en €/hab)	22,69	12,23	8,22	15,58
versement progressif -				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	6 779	30 112	70 609	12 463
versement en 2017 de 60% du transfert TA	13 557	60 224	141 218	24 927
versement en 2018 de 80% du transfert TA	18 076	80 299	188 291	33 236
versement en 2019 de 100% du transfert TA	22 595	100 374	235 363	41 545

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014) et corrigées en fonction des données des comptes de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76599	76608	76614	76617
COMMUNE	SAINT-LEGER-DU-BOURG-DENIS	SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR	SAINT-MARTIN-DE-BOSCHERVILLE	SAINT-MARTIN-DU-VIVIER
Population INSEE 2014	3 520	1 967	1 469	1 780
Rôle de proximité	Plateaux-Robec	Austreberthe-Cailly	Austreberthe-Cailly	Plateaux-Robec
FLE 2010	2 037	32 076	9 028	21 061
FLE 2011	52 662	22 577	23 024	91 035
FLE/Taxe d'aménagement 2012	44 889	20 839	26 502	9 343
FLE/Taxe d'aménagement 2013	36 896	8 916	20 164	26 916
FLE/Taxe d'aménagement 2014	15 924	48 395	16 324	24 705
Moyenne de la TA sur 5 ans				
Indemnisation taxe d'aménagement (en Euros)	30 481,60	26 560,60	19 008,40	34 612,00
Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	8,66	13,50	12,94	19,44
Reversement progressif -				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	9 144	7 968	5 703	10 384
versement en 2017 de 60% du transfert TA	18 289	15 936	11 405	20 767
versement en 2018 de 80% du transfert TA	24 385	21 248	15 207	27 690
versement en 2019 de 100% du transfert TA	30 482	26 561	19 008	34 612

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76631	76634	76636	76640
COMMUNE	SAINT-PAER	SAINT-PIERRE-DE-MANNEVILLE	SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE	SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF
Population INSEE 2014	1 246	760	2 266	8 492
Pôle de proximité	Austreberthe-Cailly	Austreberthe-Cailly	Austreberthe-Cailly	Val-de-Seine
TLE 2010	9 583	11 835	19 720	62 515
TLE 2011	34 221	10 276	20 614	41 681
TLE/Taxe d'aménagement 2012	22 472	22 241	49 814	63 486
TLE/Taxe d'aménagement 2013	10 649	27 043	56 479	31 511
TLE/Taxe d'aménagement 2014	13 595	11 534	14 431	17 743
<i>Moyenne de la TA sur 5 ans</i>				
Indemnisation taxe d'aménagement (en Euros)	18 104,00	16 585,80	32 211,60	43 387,20
Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	14,53	21,82	14,22	5,11
<b>Reversement progressif -</b>				
- versement en 2016 de 30% du transfert TA	5 431	4 976	9 663	13 016
- versement en 2017 de 60% du transfert TA	10 862	9 951	19 327	26 032
- versement en 2018 de 80% du transfert TA	14 483	13 269	25 769	34 710
- versement en 2019 de 100% du transfert TA	18 104	16 586	32 212	43 387



## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76681	76682	76705	76709
COMMUNE	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	SOTTEVILLE-SOUS-LE-VAL	TOURVILLE-LA-RIVIERE	TRAIT
Population INSEE 2014	29 404	793	2 526	5 321
Code de proximité	Seine-Sud	Val-de-Seine	Val-de-Seine	Austreberthe-Cailly
FLE 2010	83 773	30 968	293 263	29 153
FLE 2011	98 183	8 835	86 566	25 665
FLE/Taxe d'aménagement 2012	64 374	12 248	58 871	24 450
FLE/Taxe d'aménagement 2013	55 175	7 883	53 623	13 091
FLE/Taxe d'aménagement 2014	37 464	4 180	59 276	23 971
Moyenne de la TA sur 5 ans				
ndemnisation taxe d'aménagement (en €uros)	67 793,80	12 822,80	110 319,80	23 266,00
ndemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)	2,31	16,17	43,67	4,37
Reversement progressif -				
versement en 2016 de 30% du transfert TA	20 338	3 847	33 096	6 980
versement en 2017 de 60% du transfert TA	40 676	7 694	66 192	13 960
versement en 2018 de 80% du transfert TA	54 235	10 258	88 256	18 613
versement en 2019 de 100% du transfert TA	67 794	12 823	110 320	23 266

## TRANSFERT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

(données actualisées des Questionnaires CA 2014)  
et corrigées en fonction des données des comptes  
de gestion 2013 et 2014.

CODE INSEE	76717	76750	76753	76759
COMMUNE	VAL-DE-LA-HAYE	YAINVILLE	YMARE	YVILLE-SUR-SEINE
Population INSEE 2014	727	1 121	1 169	484
Pôle de proximité	Austreberthe-Cailly	Austreberthe-Cailly	Plateaux-Robec	Austreberthe-Cailly
TLE 2010	2 830	5 657	16 697	5 130
TLE 2011	1 113	4 839	30 164	4 280
TLE/Taxe d'aménagement 2012	417	10 322	9 451	1 827
TLE/Taxe d'aménagement 2013	1 532	12 011	9 793	1 753
TLE/Taxe d'aménagement 2014	658	2 042	5 799	1 456
<i>Moyenne de la TA sur 5 ans</i>				
<b>Indemnisation taxe d'aménagement (en Euros)</b>	<b>1 310,00</b>	<b>6 974,20</b>	<b>14 380,80</b>	<b>2 889,20</b>
<b>Indemnisation taxe d'aménagement (en €/hab)</b>	<b>1,80</b>	<b>6,22</b>	<b>12,30</b>	<b>5,97</b>
<b>Reversement progressif -</b>				
- versement en 2016 de 30% du transfert TA	<b>393</b>	<b>2 092</b>	<b>4 314</b>	<b>867</b>
- versement en 2017 de 60% du transfert TA	<b>786</b>	<b>4 185</b>	<b>8 628</b>	<b>1 734</b>
- versement en 2018 de 80% du transfert TA	<b>1 048</b>	<b>5 579</b>	<b>11 505</b>	<b>2 311</b>
- versement en 2019 de 100% du transfert TA	<b>1 310</b>	<b>6 974</b>	<b>14 381</b>	<b>2 889</b>

**Procès-verbal de transfert des biens et installations de la  
commune de CAUDEBEC LES ELBEUF à la METROPOLE  
ROUEN NORMANDIE**

Entre les soussignés

La **Commune de Caudebec les Elbeuf** représentée par son Maire, dûment habilité à signer le présent procès-verbal par délibération du Conseil municipal en date du \_\_\_\_\_ ci-après désignée la Commune,

Et

La **Métropole Rouen Normandie**, représentée par son Président, dûment habilité à signer le présent procès-verbal par décision du \_\_\_\_\_ ci-après désignée la Métropole,

Vu,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1321-1 et suivants, L.5211-5, L.5217-2 et L.5217-5,
- Le décret n° 2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,
- Les statuts de la Métropole, approuvés par arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2015,
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 décembre 2015 portant délégation de pouvoir au Président,

Considérant que la première réunion du Conseil de la Métropole s'est tenue le 09 février 2015,

**PREAMBULE :**

En vertu des dispositions de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences en matière d'aménagement économique, social et culturel, d'aménagement de l'espace métropolitain, de politique locale de l'habitat, de politique de la ville, de gestion des services d'intérêt collectif et la protection et la mise en valeur de l'environnement et de politique de cadre de vie déclinées par la loi.

Par l'effet des dispositions combinées des articles L5211-5, L.1321-1 et suivants et L.5217-5 du CGCT, Les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées sont mis de plein droit à disposition de la métropole par les communes membres. Un procès-verbal établi contradictoirement précise la consistance et la situation juridique de ces biens et droits.

Les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucuns droit, salaire ou honoraires.

C'est pourquoi, en application desdites dispositions, les parties ont entendu constater le transfert des biens immobiliers et mobiliers nécessaires à l'exercice des compétences transférées par la commune à la Métropole.

Ces éléments étant exposés, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet :

Par le présent procès-verbal, la commune de Caudebec les Elbeuf, met à la disposition de la métropole, qui l'accepte, l'ensemble des équipements, matériels et ouvrages nécessaires à l'exercice de ses compétences et constate le transfert de propriété opéré depuis le 09 février 2016 par l'effet de l'article L.5217-5 du CGCT.

Article 2 – Consistance, état et situation juridique des biens immobiliers et mobiliers :

Les biens immobiliers, sont désignés en annexe 1 (le cas échéant) et en annexe 2.  
Les biens mobiliers, sont désignés en annexes 3 et 4 (le cas échéant).

S'agissant des biens immobiliers, cet état doit comprendre : la désignation du bien, sa localisation, le numéro d'inventaire, la date et la valeur d'acquisition, le compte par nature, la durée d'amortissement et le montant des amortissements à l'année du transfert.

Article 3 - Modalités du transfert :

Conformément à l'article L5217-5 du CGCT les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu à aucune indemnité, droit ni taxe.

Article 4 - Emprunt :

Conformément aux dispositions du procès-verbal de la Commission locale d'évaluation des transferts de charge, en date du 30 novembre 2015, l'encours de dette (théorique) transféré par la commune de Caudebec les Elbeuf à la Métropole s'élève à **709 456 €**.

La Métropole mandatera au profit de la commune le montant de l'annuité conformément au tableau d'amortissement objet de l'annexe 5.

Article 5 – Date d'effet :

La mise à disposition des biens a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015 en application de l'article L.5217-5 du CGCT.

Article 6 – Charges et conditions :

La Métropole assume depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion, assure le renouvellement des biens mobiliers, autorise l'occupation des biens et en perçoit le fruit. Elle est substituée de plein droit à la Ville dans l'ensemble des contrats en cours relatifs à ces biens.

Article 7 – Réitération par acte authentique et publicité foncière :

Le présent procès-verbal sera réitéré par acte authentique lequel fera l'objet d'une publicité foncière.

Article 8 – Litiges :

Pour tout litige relatif à l'application du présent procès-verbal, la Métropole et la commune de Caudebec les Elbeuf conviennent de saisir le représentant de l'Etat dans le département avant tout recours contentieux éventuel.

Fait à Rouen

A Caudebec les Elbeuf

Le

Le

Pour la Métropole Rouen Normandie,

Pour la Commune,

Le Président

Le Maire









**ANNEXE 2 COMPTE 2151**

NUMERO INVENTAIRE	COMPTE	ADRESSE DU RESEAU	LIBELLE DES TRAVAUX	LONGUEUR	USAGE	MONTANT TTC
004693	2151	RUE DES SAULNIERS	REFECTION	680		177 984,69 €
988	2151	RUE JULES VERNE	CREATION	180		148 953,29 €
1037	2151	PASSAGE DUBOC	REFECTION	95		40 287,64 €
1038	2151	PARKING LEBLOND	CREATION			18 416,75 €
1537	2151	RUE DES TISSERANDS	REFECTION	560		128 727,12 €
2334	2151	CLOS MARQUET	REFECTION	570		34 561,89 €
2682-2151	2151	CARREFOUR LA VILETTE	CREATION			496 554,32 €
2856	2151	RUE GALILEE	REFECTION	640		144 965,56 €
330056-2151	2151	RUE SADI CARNOT	REFECTION	386		823 260,44 €
3373	2151	TRAVAUX RUE EMILE ZOLA	REFECTION	984		137 239,65 €
3431	2151	RUE BOUT DU GARD	REFECTION	210		13 979,80 €
345320	2151	IMPASSE GAMBETTA	REFECTION	125		34 404,51 €
3793	2151	RUE DU PORT	REFECTION	555		121 223,56 €
5231	2151	PISTE CYCLABLE RUE DES TISSERANDS	CREATION	560		188 564,08 €
600052	2151	IMPASSE SERVOLIN	REFECTION	160		100 806,06 €
600113	2151	RUE CHARTON	REFECTION	85		88 179,65 €
600140	2151	DECONSTRUCTION ILOT SUR VOIRIE CARNOT	REFECTION			77 644,01 €
600227	2151	IMPASSE CALYPSO	REFECTION	164		62 951,46 €
600405	2151	2 PARKINGS EN CENTRE VILLE	CREATION			87 594,00 €
600495	2151	PLAN TOPOGRAPHIQUE RUE DE LA ROSERAIE	REFECTION			720,00 €
600524	2151	IMPASSE DES CHAMPS	REFECTION	90		34 002,00 €
600528	2151	RUE MAZAGRAN	REFECTION	502		76 243,80 €
600556	2151	ETUDE GEOTHERMIE RUE DE LA ROSERAIE	REFECTION			3 684,00 €

600586	2151	MO RUE DE LA REPUBLIQUE	REFECTION			8 496,38 €
600587	2151	EFFACEMENT DES RESEAUX RUE JEAN MOULIN				144 841,30 €
600348	2151	FICHE INVENTAIRE UNIQUE POUR LES VOIRIE SUIVANTES:				9 453 340,03 €
"	2151	Rue Alfred		184,70		52 727,43 €
"	2151	Rue Jeanne d'Arc		110,00		31 402,37 €
"	2151	Rue de l'Argillière		254,00		72 510,92 €
"	2151	Rue Armand Barbès		409,50		116 902,45 €
"	2151	Imp. Maryse Bastié		44,00		12 560,95 €
"	2151	Rue du Bec		645,00		184 132,06 €
"	2151	Rue de Belfort		257,70		73 567,18 €
"	2151	Rue Paul Bert		138,10		39 424,24 €
"	2151	Rue Louis Blanc		323,80		92 437,15 €
"	2151	Rue Blanqui		241,00		68 799,73 €
"	2151	Imp. Louis Blériot		120,00		34 257,13 €
"	2151	Chemin Boutelet		175,00		49 958,31 €
"	2151	Sente des fontaines		39,00		11 133,57 €
"	2151	Impasse Caillou		84,00		23 979,99 €
"	2151	Rés des Champs		475,00		135 601,13 €
"	2151	Rue des Champs		568,00		162 150,40 €
"	2151	Rue Charton		212,00		60 520,93 €
"	2151	Passage Chatel		125,00		35 684,51 €
"	2151	Rue Chennevière		500,00		142 738,03 €
"	2151	Rue JB Clément		158,00		45 105,22 €
"	2151	Rue de la Commune 1871		978,00		279 195,59 €
"	2151	Rue Corblin		345,00		98 489,24 €
"	2151	Rés. Les Cottages		180,00		51 385,69 €

"	2151	Rue du Petit Cours			270,00	77 078,54 €
"	2151	Rue Courtois			234,00	66 801,40 €
"	2151	Route de Saint Cyr			153,00	43 677,84 €
"	2151	Passage Dantan			175,00	49 958,31 €
"	2151	Rue Dantan			223,00	63 661,16 €
"	2151	Rue Dautresme			270,00	77 078,54 €
"	2151	Allée des Décatisseurs			132,00	37 682,84 €
"	2151	Rue Delescluze			200,00	57 095,21 €
"	2151	Rue Désert			135,00	38 539,27 €
"	2151	Rés. de la Grâce de Dieu			190,00	54 240,45 €
"	2151	Rue Etienne Dolet			578,00	165 005,17 €
"	2151	Rue des Druides			154,00	43 963,31 €
"	2151	Allée des Echantillonneurs			324,00	92 494,24 €
"	2151	Allée des Epinceteuses			115,00	32 829,75 €
"	2151	Rue St Exupéry			310,00	88 497,58 €
"	2151	Rue Faidherbe			881,00	251 504,41 €
"	2151	Rue Félix Faure			1260,00	359 699,84 €
"	2151	Rue Jules Ferry			185,00	52 813,07 €
"	2151	Impasse des FFI			105,00	29 974,99 €
"	2151	Allée des Fileurs			114,00	32 544,27 €
"	2151	Allée des Fontaines			80,00	22 838,09 €
"	2151	Allée des Foulonniers			215,00	61 377,35 €
"	2151	Passage Fournage			80,00	22 838,09 €
"	2151	Rue Anatole France			401,00	114 475,90 €
"	2151	Rue Léon Gambetta			850,00	242 654,65 €
"	2151	Rue du Général Giraud			313,00	89 354,01 €
"	2151	Rue Gosselin			129,00	36 826,41 €
"	2151	Rue Guérot			71,00	20 268,80 €
"	2151	Rue Guibert			180,00	51 385,69 €
"	2151	Rue Guillard			309,00	88 212,10 €
"	2151	Rue Harang			195,00	55 667,83 €
"	2151	Rue Hoche			43,00	12 275,47 €
"	2151	Rue Victor Hugo			655,00	186 986,82 €

"	2151	Rue Sheurer Kestner			336,00		95 919,96 €
"	2151	Allée des Laineurs			40,00		11 419,04 €
"	2151	Rue Lamartine			720,00		205 542,77 €
"	2151	Impasse Lamboy			150,00		42 821,41 €
"	2151	Rue du Général Leclerc			623,00		177 851,59 €
	2151	Rue Lemercier			155,00		44 248,79 €
	2151	Rue Lenormand			73,00		20 839,75 €
	2151	Rue Leriche			231,00		65 944,97 €
	2151	Impasse Leroy			285,00		81 360,68 €
	2151	Rue Levavasseur			62,00		17 699,52 €
	2151	Rue Levoiturier			185,00		52 813,07 €
	2151	Rue du 8 Mai 1945			103,00		29 404,03 €
	2151	Rue de la Liberté			100,00		28 547,61 €
	2151	Rue Lesage Maille			500,00		142 738,03 €
	2151	Rue Martin			260,00		74 223,78 €
	2151	Rue Miard			277,00		79 076,87 €
	2151	Passage Morel			29,50		8 421,54 €
	2151	Rue Jean Moulin			860,00		245 509,42 €
	2151	Impasse Moulin			105,00		29 974,99 €
	2151	Allée des Ourdisseuses			80,00		22 838,09 €
	2151	Rue Pasteur			80,00		22 838,09 €
	2151	Rue Patin			187,00		53 384,02 €
	2151	Rue Petit			80,00		22 838,09 €
	2151	Rue Piéton			350,00		99 916,62 €
	2151	Rue Brossolette			430,00		122 754,71 €
	2151	Imp. de la Petite Place			60,00		17 128,56 €
	2151	Rue Eugène Pottier			200,00		57 095,21 €
	2151	Rue Raspail			220,00		62 804,73 €
	2151	Place Ernest Renan			68,00		19 412,37 €
	2151	Allée des Rentrayeuses			200,00		57 095,21 €
	2151	de la République (Commun			393,50		112 334,83 €
	2151	de la République (Commun			534,50		152 586,96 €
	2151	Rue Revel			226,00		64 517,59 €

2151	Sente Saint Roch			120,00		34 257,13 €
2151	Sente de Saint Cyr			30,00		8 564,28 €
2151	Rue Romaine			212,00		60 520,93 €
2151	Rue de la Roseaie			320,00		91 352,34 €
2151	Rue Sellier			308,00		87 926,63 €
2151	Imp. du clos des serres			80,00		22 838,09 €
2151	Imp. Madame de Sévigné			45,00		12 846,42 €
2151	Rue Sorieul			155,00		44 248,79 €
2151	Lieu dit Cottages du stade			65,00		18 555,94 €
2151	Allée des Teinturiers			70,00		19 983,32 €
2151	Rue des Thermes			470,00		134 173,75 €
2151	Rue Thibault			166,00		47 389,03 €
2151	Allée des Trameuses			115,00		32 829,75 €
2151	Rue Vauquelin			45,00		12 846,42 €
2151	Rue de la Porte Verte			559,00		159 581,12 €
2151	Rue Victor Bash			135,00		38 539,27 €
2151	Rue de la Villette			330,00		94 207,10 €
2151	Rue Vitcoq			75,00		21 410,70 €
2151	Rue Voltaire			67,00		19 126,90 €
2151	Cours du 18 Juin 1940			450,00		128 464,23 €
2151	Rue de Griolet			340,00		97 061,86 €
2151	Impasse Guibert			30,00		8 564,28 €
2151	Sente de la Mare aux Bœufs			145,00		41 394,03 €
2151	Allée des Marronniers			45,00		12 846,42 €
2151	Rue de l'EpINETTE			205,00		58 522,59 €
2151	Rue Tahar Ben Jelloun			195,00		55 667,83 €
2151	Rue Italo Calvino			356,00		101 629,48 €
2151	Rue des Sequoias			135,00		38 539,27 €
2151	Rue des Sycomores			150,00		42 821,41 €
2151	rue de Strasbourg			1235,00		352 562,94 €
2151	rue de la République			552,00		157 582,79 €
2151	rue de la République			702,00		200 404,20 €

	2151	Voie de la déclaration des droits de l'Homme		556,00		158 724,69 €
	2151	Voie de la déclaration des droits de l'Homme		352,00		100 487,57 €
<b>TOTAL :</b>						<b>12 647 625,99 €</b>

## ANNEXE 2 COMPTE 2152

NUMERO INVENTAIRE	COMPTE	LIBELLE DES TRAVAUX	MONTANT ACQUISITION	DUREE AMORTISSEMENT	MONTANT ANNUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	VNC
_2563	2152	PANNEAUX DE RUES	718,18	20	35,91	323,19 €	394,99 €
_2859	2152	BORNES RUE DE LA REPUBLIQUE	3 229,20	20	161,46	1 453,14 €	1 776,06 €
		<b>SOUS/TOTAL 2005</b>	<b>3 947,38</b>		<b>197,37</b>	<b>1 776,33 €</b>	<b>2 171,05 €</b>
_3086	2152	SIGNALISATION BALISES-POTEAUX	4 096,77	20	204,84	1 638,72 €	2 458,05 €
_3115	2152	SIGNALISATION ROUTIERE	2 970,78	20	148,54	1 188,32 €	1 782,46 €
		<b>SOUS/TOTAL 2006</b>	<b>7 067,55</b>		<b>353,38</b>	<b>2 827,04 €</b>	<b>4 240,51 €</b>
_3211	2152	SIGNALISATION ROUTIERE	3 803,14	20	190,16	1 331,12 €	2 472,02 €
_3264	2152	POTEAUX	672,22	20	33,61	235,27 €	436,95 €
_3265	2152	BALISE	825,48	20	41,27	288,89 €	536,59 €
_3338	2152	PANNEAUX	1 176,11	20	58,81	411,67 €	764,44 €
_3375	2152	POTEAU	1 055,30	20	52,77	369,39 €	685,91 €
_3414	2152	SIGNALISATION ROUTIERE	3 132,13	20	156,61	1 096,27 €	2 035,86 €
_3432	2152	POTEAUX FEUX TRICOLORES	877,39	20	43,87	307,09 €	570,30 €
		<b>SOUS/TOTAL 2007</b>	<b>11 541,77</b>		<b>577,09</b>	<b>4 039,70 €</b>	<b>7 502,07 €</b>
_2927-2152	2152	MOBILIER URBAIN	105 883,58 €	0	0,00	0,00 €	105 883,58 €
_3713	2152	AO STATIONNEMENT MINUTE	1 109,39	20	55,47	332,82 €	776,57 €
		<b>SOUS/TOTAL 2008</b>	<b>106 992,97 €</b>		<b>55,47</b>	<b>332,82 €</b>	<b>106 660,15 €</b>
4104	2152	INSTALLATION DE VOIRIE	1 527,41	20	76,37	381,85 €	1 145,56 €
4110	2152	INSTALL VOIRIE	2 162,80	20	108,14	540,70 €	1 622,10 €
4111	2152	INSTALL VOIRIE	1 666,46	20	83,32	416,60 €	1 249,86 €
4139	2152	SIGNALISATION VERTICALE	556,13	20	27,81	139,05 €	417,08 €
4188	2152	FONTAINE PARVIS MAIRIE	38 577,47	0	0,00	0,00 €	38 577,47 €
4226	2152	CAPSULES ET TIGES	751,57	20	37,58	187,90 €	563,67 €
4294	2152	POTELETS	1 500,98	20	75,05	375,24 €	1 125,74 €
4461	2152	COUSSINS BERLINOIS	10 883,60	20	544,18	2 720,86 €	8 162,74 €
		<b>SOUS/TOTAL 2009</b>	<b>57 626,42</b>		<b>952,45</b>	<b>4 762,20 €</b>	<b>52 864,22 €</b>
_4475	2152	SIGNALISATION ROUTIERE	1 330,83	20	66,54	266,16 €	1 064,67 €

			<b>SOUS/TOTAL 2010</b>	<b>1 330,83 €</b>		<b>66,54</b>	<b>268,16 €</b>	<b>1 064,67 €</b>
_004910	2152		BALISSETTES	4 650,36	20	232,52	697,56 €	3 952,80 €
_004962	2152		15 BARRIERES ECO 1000 DIM 1.	1 381,38	20	69,07	207,21 €	1 174,17 €
_005130	2152		10 POTELETS A BOULES AMOVI	2 104,96	20	105,25	315,75 €	1 789,21 €
_005135	2152		BALISES,DISQUES ET NUMERO	1 612,09	20	80,60	241,80 €	1 370,29 €
_005043	2152		FOURNITURE MATERIEL VOIRIE	2 500,12	20	125,01	375,03 €	2 125,09 €
_5149	2152		TEXTO CHANTIER STATION AV	7 685,50	20	384,28	1 152,84 €	6 532,66 €
_5219	2152		FOURNITURES MATERIEL VOIR	1 237,86	20	61,89	185,67 €	1 052,19 €
			<b>SOUS/TOTAL 2011</b>	<b>21 172,27</b>		<b>1058,61</b>	<b>3 175,86 €</b>	<b>17 996,41 €</b>
_004882	2152		COUSSINS BERLINOIS+BANC C	32 399,64	20	1619,98	4 859,94 €	27 539,70 €
_004963	2152		BARRIERE ECO 1000-DIM 1.5M F	27 645,54	20	1382,28	4 146,84 €	23 498,70 €
_314121	2152		CARRE EUROP-POTEAUX.....	1 441,62	20	72,08	144,16 €	1 297,46 €
_314136	2152		FOURNITURES DE VOIRIE	592,02	20	29,60	59,20 €	532,82 €
_314163	2152		FOURNITURE POUR LA VOIRIE	1 284,50	20	64,23	128,46 €	1 156,04 €
_314175	2152		matériel de voirie fact 90487090	772,86	20	38,64	77,28 €	695,58 €
_314188	2152		FOURNITURE POUR LA VOIRIE	2 619,24	20	130,96	261,92 €	2 357,32 €
_314298	2152		FOURNITURES VOIRIE	1 408,41	20	70,42	140,84 €	1 267,57 €
_330037	2152		MIROIR ECONOMIQUE	543,63	20	27,18	54,36 €	489,27 €
_330076	2152		SIGNALISATION FEU TRICOLOR	2 388,80	20	119,44	238,88 €	2 149,92 €
_330085	2152		BORNE AMOVIBLE SPHERE 76 A	634,61	20	31,73	63,46 €	571,15 €
_330211	2152		Fact.: 90510283 du 30/08/2012	3 072,76	20	153,64	307,28 €	2 765,48 €
_330213	2152		Fact.: 12/0529 du 31/07/2012	12 500,01	20	625,00	1 250,00 €	11 250,01 €
_501242	2152		BARRIERE TOURNANTE	2 320,24	20	116,01	232,02 €	2 088,22 €
			<b>SOUS/TOTAL 2012</b>	<b>89 623,88</b>		<b>4481,19</b>	<b>11 964,64 €</b>	<b>77 659,24 €</b>
_501305	2152		COUSSIN BERLINOIS	16 472,36	20	823,62	823,62 €	15 648,74 €
_501309	2152		Fact. : 90536591 du 31/01/13	1 521,44	20	76,07	76,07 €	1 445,37 €
_501310	2152		MAT ETOILE	730,04	20	36,50	36,50 €	693,54 €
_600001	2152		Fact. : 90543384 du 21/03/2013	762,41	20	38,12	38,12 €	724,29 €
_600004	2152		Fact. : 90541562 DU 11/03/2013	1 537,76	20	76,89	76,89 €	1 460,87 €
_600034	2152		MATERIEL VOIRIE	1 263,00	20	63,15	63,15 €	1 199,85 €
_600035	2152		BARRIERE CROIX SAINT ANDRE	989,99	20	49,50	49,50 €	940,49 €
_600045	2152		CONE 750K5 ANTIPLUIE	1 201,72	20	60,09	60,09 €	1 141,63 €
_600055	2152		Balise J11	1 166,10	20	58,31	58,31 €	1 107,79 €



_600079	2152	FOURNITURE ET POSE POTEAU	3 474,38	20	173,72	173,72	3 300,66
_600092	2152	DISQUE,PANON	543,26	20	27,16	27,16	516,10
_600099	2152	PANNEAU DE RUE EMAIL	1 111,50	20	55,58	55,58	1 055,92
_600103	2152	panneaux	591,53	20	29,58	29,58	561,95
_600136	2152	Fourniture de panneaux et pote	21 121,97	20	1 056,10	1 056,10	20 065,87
_600177	2152	3 barrières	1 686,36	20	84,32	84,32	1 602,04
_600178	2152	PANNEAUX	1 026,99	20	51,35	51,35	975,64
_600225	2152	MOBILIER URBAIN	961,94	20	48,10	48,10	913,84
_600232	2152	2 PANNEAUX D'INFORMATIONS	16 869,56	20	843,48	843,48	16 026,08
_600272	2152	VOIRIE	88 280,59	0	0,00	0,00	88 280,59
		<b>SOUS/TOTAL 2013</b>	<b>161 312,90 €</b>		<b>3 651,62</b>	<b>3 651,64 €</b>	<b>157 661,26 €</b>
_600347	2152	SIGNALETIQUE ARIANE	331,38	1	331,38	0,00	331,38
_600406	2152	Potelet boule AMV D76 HHS800	1 123,20	20	56,16	0,00	1 123,20
_600435	2152	POTELET FOND BOMBE THERM	2 457,60	20	122,88	0,00	2 457,60
_600492	2152	Barrière protection ecole	3 540,00	20	177,00	0,00	3 540,00
_600493	2152	PANNEAU DE SIGNALISATION	427,48	1	427,48	0,00	427,48
_600506	2152	Fabrication arceaux en tube ac	1 070,40	20	53,52	0,00	1 070,40
_600557	2152	Géotextile, grille, gravillon	611,45	20	30,57	0,00	611,45
_600558	2152	FOURNITURE EV	1 931,17	20	96,56	0,00	1 931,17
		<b>SOUS/TOTAL 2014</b>	<b>11 492,68 €</b>		<b>1 295,55</b>	<b>0,00 €</b>	<b>11 492,68 €</b>
		<b>TOTAL :</b>	<b>472 108,65 €</b>		<b>12 689,27 €</b>	<b>32 796,39 €</b>	<b>439 312,26 €</b>

## ANNEXE 2 COMPTE 21534

NUMERO INVENTAIRE	COMPTE	LIBELLE DES TRAVAUX	MONTANT ACQUISITION	DUREE AMORTISSEMENT	MONTANT ANNUITE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	VNC
991	21534	ECLAIRAGE PUBLIC	952 599,70 €	0	0,00 €	0,00 €	952 599,70 €
		<b>SOUS/TOTAL 1994</b>	<b>952 599,70 €</b>	<b>0</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>952 599,70 €</b>
2168	21534	MISE AUX NORMES FEUX	25 211,35 €	15	1 680,76 €	16 807,60 €	8 403,75 €
2458	21534	MATS ECLAIRAGE	7 839,21 €	15	522,61 €	5 226,10 €	2 613,11 €
2492	21534	DECO NOEL-SAPINS	19 340,22 €	15	1 289,35 €	12 893,50 €	6 446,72 €
		<b>SOUS/TOTAL 2004</b>	<b>52 390,78 €</b>		<b>3 492,72 €</b>	<b>34 927,20 €</b>	<b>17 463,58 €</b>
2568	21534	ECLAIRAGE PUBLIC	21 589,00 €	15	1 439,27 €	12 953,43 €	8 635,57 €
2847	21534	ECLAIRAGE PUBLIC	36 310,56 €	15	2 420,70 €	21 786,30 €	14 524,26 €
2873	21534	SAPIN RUBAN LAMPE	7 927,69 €	15	528,51 €	4 756,59 €	3 171,10 €
		<b>SOUS/TOTAL 2005</b>	<b>65 827,25 €</b>		<b>4 388,48 €</b>	<b>39 456,32 €</b>	<b>26 330,93 €</b>
3170	21534	ENFOUISST RESEAUX EDF	80 244,07 €	15	5 349,60 €	42 795,80 €	37 448,27 €
3171	21534	ENFOUISST RESEAUX EDF	1 716,26 €	15	114,42 €	915,36 €	800,90 €
3180	21534	MATERIEL ILLUMINATION	10 666,53 €	15	711,10 €	5 688,80 €	4 977,73 €
		<b>SOUS/TOTAL 2006</b>	<b>92 626,86 €</b>		<b>6 175,12 €</b>	<b>49 350,96 €</b>	<b>43 226,90 €</b>
_3169	21534	ENFOUISST RESEAUX	74 898,50 €	15	4 993,23 €	34 952,58 €	39 945,92 €
_3225	21534	TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC	2 521,17 €	15	168,08 €	1 176,56 €	1 344,61 €
_3433	21534	ILLUMINATIONS ARBRES	5 503,63 €	15	366,91 €	2 568,37 €	2 935,26 €
_3491	21534	AO ILLUMINATION NOEL	1 181,65 €	15	78,78 €	551,46 €	630,19 €
_3493	21534	AO ILLUMINATION NOEL	871,07 €	15	58,07 €	406,49 €	464,58 €
_3527	21534	ILLUMINATIONS	15 359,03 €	15	1 023,94 €	7 167,58 €	8 191,45 €
		<b>SOUS/TOTAL 2007</b>	<b>100 335,05 €</b>		<b>6 689,00 €</b>	<b>46 823,04 €</b>	<b>53 512,01 €</b>
_3691	21534	CRAYONS LUMINEUX	218,43 €	15	14,56 €	203,87 €	14,56 €
_3809	21534	ILLUMINATIONS NOEL	10 380,32 €	15	692,02 €	4 152,12 €	6 228,20 €
_3921	21534	CRAYONS LUMINEUX	11 063,00 €	15	737,53 €	4 425,18 €	6 637,82 €
		<b>SOUS/TOTAL 2008</b>	<b>21 661,75 €</b>		<b>1 444,12 €</b>	<b>8 781,17 €</b>	<b>12 880,58 €</b>
_4060	21534	RESEAUX ELECTRIFICATION	1 371,21 €	15	91,41 €	457,05 €	914,16 €
_4068	21534	RESEAU ELECTRIFICATION	18 432,27 €	15	1 228,82 €	6 144,10 €	12 288,17 €

_4095	21534	RESEAU ELECTRIFICATION	914,51 €	15	60,97 €	304,85 €	609,66 €
_4112	21534	REMPLACEMENT ARMOIRE ELECTRIQUE	2 026,02 €	15	135,07 €	675,35 €	1 350,67 €
_4288	21534	REMPLACEMENT CRAYONS LUMINEUX	4 013,78 €	15	267,59 €	1 337,95 €	2 675,83 €
_4463	21534	LAMPES ET CABLES	11 839,13 €	15	789,28 €	3 946,40 €	7 892,73 €
_4464	21534	POTEAU ET LANTERNE	2 450,01 €	15	163,33 €	816,65 €	1 633,36 €
_4465	21534	POTEAU BOIS	1 709,80 €	15	113,99 €	569,95 €	1 139,85 €
		<b>SOUS/TOTAL 2009</b>	<b>42 756,73 €</b>		<b>2 850,45 €</b>	<b>14 252,30 €</b>	<b>28 504,43 €</b>
_004597	21534	SITUATION 2 MARCHÉ 2009-04	42 795,27 €	15	2 853,02 €	11 412,08 €	31 383,19 €
_004600	21534	Fact. : 10/8220 du 19/04/2010	2 514,59 €	15	167,64 €	670,56 €	1 844,03 €
_004622	21534	RENOUVELLEMENT MATS D'ECLAIRAG	4 883,34 €	15	325,56 €	1 302,24 €	3 581,10 €
_004623	21534	RENOUVELLEMENT MATS D'ECLAIRAG	2 688,91 €	15	179,26 €	717,04 €	1 971,87 €
_004655	21534	Fact.: 10FA0455 du 31/05/2010	1 052,48 €	15	70,17 €	280,68 €	771,80 €
_004729	21534	Fact.: 10/8294 du 07/07/2010	2 964,88 €	15	197,66 €	790,64 €	2 174,24 €
_004742	21534	Fact.: 971297948 DU 30/06/2010	4 374,01 €	15	291,60 €	1 166,40 €	3 207,61 €
_004778	21534	Fact.: 10/8327 du 14/06/2010	514,28 €	15	34,29 €	137,16 €	377,12 €
_004810	21534	REMPLACEMENT MATS ET LANTERNES	5 202,60 €	15	346,84 €	1 387,36 €	3 815,24 €
_004811	21534	REMPLACEMENT MATS ET LANTERNES	4 843,80 €	15	322,92 €	1 291,68 €	3 552,12 €
_004848	21534	REMPLACEMENT TARIF JAUNE	1 359,96 €	15	90,66 €	362,64 €	997,32 €
_004853	21534	Fact.: 10/8434 du 30/11/2010	4 181,22 €	15	278,75 €	1 115,00 €	3 066,22 €
		<b>SOUS/TOTAL 2010</b>	<b>77 375,34 €</b>		<b>5 158,36 €</b>	<b>20 633,48 €</b>	<b>56 741,86 €</b>
_004883	21534	REMPLACEMENT ARMOIRE BETON	1 991,94 €	15	132,80 €	398,40 €	1 593,54 €
_004948	21534	FA 8099110 21/02/2011	29 701,07 €	15	1 980,07 €	5 940,21 €	23 760,86 €
_5136	21534	REMPLACEMENT CANDELABRE	4 339,30 €	15	289,29 €	867,87 €	3 471,43 €
_5169	21534	MAT ECLAIRAGE RUE DES DRUIDE	1 734,20 €	15	115,61 €	578,05 €	1 156,15 €
		<b>SOUS/TOTAL 2011</b>	<b>37 766,51 €</b>		<b>2 517,77 €</b>	<b>7 784,53 €</b>	<b>29 981,98 €</b>
_314122	21534	SPHERES	3 705,64 €	15	247,04 €	494,08 €	3 211,56 €

314141	21534	ANNONCES	90,00 €	1	90,00 €	0,00 €	90,00 €
314278	21534	REPLACEMENT POTEAU- LANTEP	10 203,08 €	15	680,21 €	1 360,42 €	8 842,66 €
330054	21534	remplacement de candelabres et	53 575,35 €	15	3 571,69 €	7 143,38 €	46 431,97 €
330119	21534	IHD ANNUEL1 C 230V	4 925,26 €	15	328,35 €	656,70 €	4 268,56 €
501226	21534	DECORATIONS NOEL	1 346,37 €	15	89,76 €	179,52 €	1 166,85 €
600040	21534	RCPT ENVELOPPE ARMOIRE	2 838,11 €	15	189,21 €	378,42 €	2 459,69 €
		<b>SOUS/TOTAL 2012</b>	<b>76 683,81 €</b>		<b>5 196,25 €</b>	<b>10 212,52 €</b>	<b>66 471,29 €</b>
600023	21534	MOTIFS DE NOEL	3 186,86 €	15	212,46 €	212,46 €	2 974,40 €
600039	21534	POSE D'HORLOGE ANNUELLES	7 670,78 €	15	511,39 €	511,39 €	7 159,39 €
		<b>SOUS/TOTAL 2013</b>	<b>10 857,64 €</b>		<b>723,84 €</b>	<b>723,85 €</b>	<b>10 133,79 €</b>
600334	21534	Plan topographique de	876,00 €	15	58,40 €	0,00 €	876,00 €
600338	21534	Etude effacement rés. aériens	6 480,05 €	15	432,00 €	0,00 €	6 480,05 €
600352	21534	Fact.: 8124337 du 26/03/2014	1 701,48 €	15	113,43 €	0,00 €	1 701,48 €
600453	21534	Illuminations de Noël	4 292,64 €	15	286,18 €	0,00 €	4 292,64 €
600496	21534	Boitier de raccordement NOEL	1 723,80 €	15	114,92 €	0,00 €	1 723,80 €
		<b>SOUS/TOTAL 2014</b>	<b>15 073,97 €</b>		<b>1 004,93 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 073,97 €</b>
		<b>TOTAL</b>	<b>1 545 955,39 €</b>		<b>39 641,05 €</b>	<b>233 034,37 €</b>	<b>1 312 921,02 €</b>





**ANNEXE 5**  
**Emprunt (Théorique)**

CAUDEBEC LES ELBEUF			
Années	Intérêts	Capital	Annuité
2015	31 925 €	51 131 €	83 056 €
2016	29 625 €	53 432 €	83 056 €
2017	27 220 €	55 836 €	83 056 €
2018	24 708 €	58 349 €	83 056 €
2019	22 082 €	60 974 €	83 056 €
2020	19 338 €	63 718 €	83 056 €
2021	16 471 €	58 975 €	75 446 €
2022	13 817 €	51 656 €	65 472 €
2023	11 492 €	48 752 €	60 244 €
2024	9 298 €	44 873 €	54 171 €
2025	7 279 €	42 655 €	49 934 €
2026	5 360 €	38 224 €	43 583 €
2027	3 640 €	37 478 €	41 118 €
2028	1 953 €	31 694 €	33 647 €
2029	527 €	11 711 €	12 238 €
<b>Total</b>	<b>224 735 €</b>	<b>709 456 €</b>	<b>934 191 €</b>

Encours de dette (théorique) transféré  
par la commune à la Métropole

**709 456 €**

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LES COMMUNES D'ELBEUF SUR SEINE, CAUDEBEC-LES-ELBEUF, LA LONDE, CLEON, FRENEUSE, SOTTEVILLE SOUS LE VAL, ORIVAL, TOURVILLE LA RIVIERE, SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF ET DE SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF AINSI QUE LES CCAS DE LA LONDE ET D'ELBEUF-SUR-SEINE POUR LES SERVICES DE TRANSPORT EN AUTOCAR D'ELEVES ET DE PERSONNES.**

Entre

La commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf, représentée par son Maire, Monsieur Patrice DESANGLOIS, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Et

La commune d'Elbeuf, représentée par son Maire, Monsieur Djoudé MERABET dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

ET

Le CCAS d'Elbeuf-sur-Seine, représenté par son Président, Monsieur Djoudé MERABET dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

ET

La commune de Caudebec-lès-Elbeuf, représentée par son Maire, Monsieur Laurent BONNATERRE dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

ET

La commune de La Londe, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre JAOUEN dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Et

Le CCAS de La Londe, représenté par son Président, Monsieur Jean-Pierre JAOUEN dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Et

La commune de Cléon, représentée par son Maire, Monsieur Frédéric MARCHE dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Et

La commune de Freneuse, représentée par son Maire, Monsieur Pascal BARON dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Et

La commune de Sotteville-sous-le-VAL, représentée par son Maire, Monsieur Franck MEYER dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Et

La commune d'Orival, représentée par son Maire, Monsieur Daniel DUCHESNE dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Et



La commune de Tourville-la-Rivière, représentée par son Maire, Monsieur Noël LEVILLAIN dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Et

La commune de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Marie MASSON dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

## **PREALABLEMENT, IL EST EXPOSE QUE**

Il apparaît opportun sur le plan économique de coordonner les services de Transport en autocar d'élèves et de personnes.

C'est pourquoi, il est nécessaire de réaliser un groupement de commandes au titre de l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, réunissant les Villes d'Elbeuf, Caudebec-lès-Elbeuf, La Londe, Cléon, Freneuse, Sotteville-sous-le-Val, Orival, Tourville-la-Rivière, Saint-Aubin-lès-Elbeuf et de Saint-Pierre-lès-Elbeuf ainsi que les CCAS de la Londe et d'Elbeuf-sur-Seine.

## **DANS CE CONTEXTE IL EST ARRETE CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : Composition du groupement de commandes**

Le présent groupement de commandes est constitué des communes d'Elbeuf, Caudebec-lès-Elbeuf, La Londe, Cléon, Freneuse, Sotteville-sous-le-Val, Orival, Tourville-la-Rivière, Saint-Aubin-lès-Elbeuf et de Saint-Pierre-lès-Elbeuf ainsi que les CCAS de la Londe et d'Elbeuf-sur-Seine soumises aux dispositions du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics.

Ce groupement résulte d'une initiative de ces collectivités.

### **Article 2 : Objet du groupement de commandes**

Le marché a pour objet les services de Transport en autocar d'élèves et de personnes.

Le Marché est un accord cadre à bons de commandes, il est passé pour une année.

### **Article 3 : Coordonnateur du groupement**

La création du groupement de commandes implique la désignation d'un coordonnateur dont les missions et les prérogatives sont définies ci-après.

La commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf est désignée par l'ensemble des membres du groupement comme coordonnateur.

### **Article 4 : Représentation des personnes publiques au sein de la commission d'appel d'offres du groupement**

La Commission de marchés à procédure adaptée compétente sera celle de la Ville de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

### **Article 5 : Les missions du coordonnateur**

Le coordonnateur est chargé :

- d'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser les besoins,
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation dans le respect des règles du Code des Marchés Publics,
- d'élaborer l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis,
- de réaliser l'analyse des offres,
- de signer et notifier le marché,
- de transmettre aux membres les documents nécessaires à l'exécution du marché en ce qui les concerne.

### **Article 6 : Missions des membres du groupement**

Chaque membre du groupement adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au

coordonnateur du groupement de commandes.

Les membres du groupement sont chargés de communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure.

Les représentants techniques des membres du groupement sont associés étroitement à l'écriture du cahier des charges.

#### **Article 7 : Durée**

Cette convention est applicable dès sa signature et prend fin à la notification du marché.

Le groupement de commandes est constitué pour la passation du marché.

#### **Article 8 : Modification de la convention de groupement**

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par un avenant dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les décisions des membres sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

#### **Article 9 : Frais de gestion**

La commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf assure à ses frais le fonctionnement du groupement.

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération, de même que toutes les fonctions exercées dans le cadre de cette convention.

#### **Article 10 : Litiges**

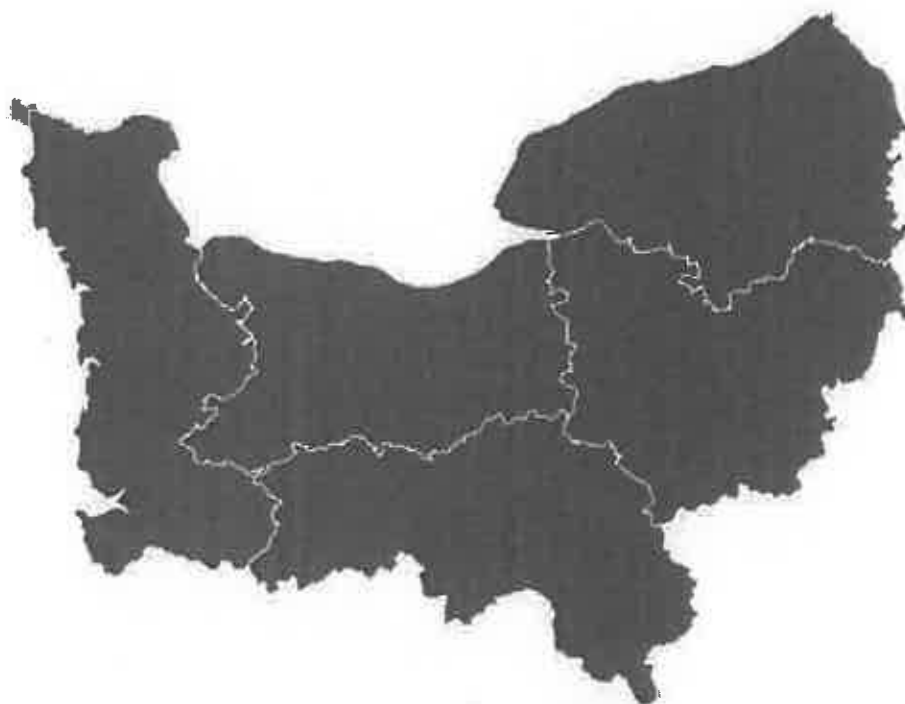
A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Rouen.

Fait en un exemplaire original,

<b>Ville de Saint Pierre les Elbeuf, le</b>  <b>Le Maire,</b>  <b>Patrice DESANGLOIS</b>	<b>Ville de Caudebec-lès-Elbeuf, le</b>  <b>Le Maire,</b>  <b>Laurent BONNATERRE</b>	<b>Ville de Cléon, le</b>  <b>Le Maire</b>  <b>Frédéric MARCHE</b>	<b>Ville de La Londe, Le</b>  <b>Le Maire</b>  <b>Jean-Pierre JAOUEN</b>
<b>Ville de d'Elbeuf-sur-Seine, le</b>  <b>Le Maire,</b>  <b>Djoudé MERABET</b>	<b>Ville de Tourville-la-Rivière, le</b>  <b>Le Maire,</b>  <b>Noël LEVILLAIN</b>	<b>Ville d'Orival, le</b>  <b>Le Maire</b>  <b>Daniel DUCHESNE</b>	<b>Ville de Freneuse, Le</b>  <b>Le Maire</b>  <b>Pascal BARON</b>
<b>Ville de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, le</b>  <b>Le Maire,</b>  <b>Jean-Marie MASSON</b>	<b>Ville de Sotteville-sous-le-Val, le</b>  <b>Le Maire,</b>  <b>Franck MEYER</b>	<b>CCAS de la Londe le</b>  <b>Le Président</b>  <b>Jean-Pierre JAOUEN</b>	<b>CCAS d'Elbeuf-sur-Seine le</b>  <b>Le Président</b>  <b>Djoudé MERABET</b>



**ACTE CONSTITUTIF**  
**GROUPEMENT**  
**DE COMMANDES**  
**POUR LA FOURNITURE D'ENERGIES**  
**SUR LE PERIMETRE DE LA REGION**  
**NORMANDIE**



## **PREAMBULE**

Depuis le 1er juillet 2004, le marché de l'énergie est ouvert à la concurrence. Cette ouverture, d'abord concentrée sur les consommateurs professionnels, s'est élargie au 1er juillet 2007 à l'ensemble des consommateurs de gaz naturel et d'électricité.

Aujourd'hui, conformément à l'article L. 441-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'énergie peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par l'opérateur historique.

En conséquence, les acheteurs publics en général et plus généralement l'ensemble des personnes morales de droit public doivent alors conclure de nouveaux contrats de fourniture d'énergie dans le respect de la commande publique.

Dans ce cadre, les différents pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, acheteuses de gaz naturel et/ou d'électricité, de fournitures et de services en matière d'efficacité énergétique trouvent opportun de fédérer leur action en constituant un groupement de commandes pour l'achat d'énergies destinée à l'alimentation des points de consommation de leurs patrimoines

Ce groupement pouvant inclure de manière accessoire des personnes morales de droit privé permettra d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment obtenir des offres plus compétitives.

Cette action s'inscrit dans la volonté réciproque d'une amélioration des services associés à la fourniture d'énergies et dans la mise en place d'une démarche éco responsable, visant à permettre des économies d'échelle par la mutualisation des procédures de passation des marchés et par la massification de la commande.

Dans ce contexte, il est convenu ce qui suit :

---

## ARTICLE 1 - OBJET DU GROUPEMENT

Le présent acte constitutif a pour objet de constituer un groupement de commandes, dénommé ci-après « le groupement », sur le fondement des dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et d'en définir les modalités de fonctionnement.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

## ARTICLE 2 - NATURE DES BESOINS

Le groupement constitué par le présent acte constitutif consiste à répondre aux besoins commun et récurrent des membres d'acheter de l'énergie pour assurer l'alimentation et le fonctionnement de leurs patrimoines dont ils ont la gestion dans les domaines suivants:

- Fourniture et acheminement de gaz naturel et services associés ;
- Fourniture et acheminement d'électricité pour les bâtiments et services associés ;
- Fourniture et acheminement d'électricité pour les installations :
  - o d'éclairage public
  - o de feux tricolores
  - o de bornes de recharge pour véhicules électriques

Par délibération, le membre précisera les domaines sélectionnés.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins pourront constituer des marchés publics ou des accords-cadres au sens des articles 4 et 5 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Dans ce cadre, le membre s'engage à mettre en concurrence l'ensemble de ses contrats d'énergie, objet du ou des domaine(s) choisi(s) ci-dessus. Cette obligation ne s'applique pas pour les tarifs bleus dont la mise en concurrence n'est pas obligatoire.

## ARTICLE 3 - MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement est ouvert aux personnes morales suivantes, dont le siège est situé dans la Région Normandie :

- L'ensemble des personnes morales de droit public (Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics, groupements d'intérêt public, CCAS,...) ;
- Les personnes morales de droit privé (Sociétés d'Economie Mixte, Société Publique Locale, organismes d'habitation à loyer modéré, établissements d'enseignement, établissement de santé, maisons de retraites).

Les personnes privées à vocation commerciale et industrielle sont exclues du périmètre du groupement.

Pour les autres personnes de droit privé, une validation du Bureau Syndical du SDEC ENERGIE pourra être demandée pour leurs adhésions au groupement.

Les membres fondateurs du groupement de commandes acceptent, sans qu'il soit besoin de délibérer, l'adhésion au groupement de toute nouvelle entité après délibération de cette dernière.

#### **4.1 Coordonnateur du groupement de commande**

Le SDEC ENERGIE est désigné coordonnateur du groupement par l'ensemble des membres. Il est dénommé ci-après le « coordonnateur ».

Le siège du coordonnateur est situé : Esplanade Brillaud de Laujardière CS 7 5046 - 14077 Caen cedex 5.

Le coordonnateur pourra s'appuyer sur les autres syndicats d'énergie membres du Pôle Energie Normandie pour assurer sa mission.

#### **4.2 Missions et rôle du coordonnateur**

Il est chargé à ce titre de procéder, dans le respect des règles prévues par la réglementation des marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres dans les domaines visés à l'article 2.

Le coordonnateur est également chargé de signer et de notifier les marchés ou accords-cadres qu'il passe, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de la bonne exécution des marchés.

En matière d'accord-cadre, le coordonnateur est chargé de conclure les marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

En pratique, le coordonnateur est chargé de :

- définir le choix du mode de passation des marchés ;
- préparer les dossiers de consultation (DCE), en assurer l'envoi, les mettre à la disposition des candidats et en ligne sur la plateforme de dématérialisation des marchés et gérer l'ensemble des procédures dématérialisées ;
- assurer la publication des avis d'appels publics à la concurrence ;
- réceptionner les plis, analyser les candidatures et les offres ;
- envoyer les convocations aux membres de la Commission d'appel d'offres, au comptable et au représentant du service en charge de la concurrence ;
- assurer le secrétariat de la Commission d'appel d'offres, notamment la rédaction des procès-verbaux ;
- informer les candidats des décisions de la Commission d'appel d'offres ;
- signer, notifier les marchés ;
- transmettre les marchés aux autorités de contrôle du département du Calvados ;
- procéder à la publication des avis d'attribution ;
- transmettre aux membres les documents nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne ;
- gérer, le cas échéant, les contentieux survenus, dans le cadre des procédures de passation des marchés ;
- gérer le cas échéant la passation des avenants.

Le coordonnateur est habilité par les membres à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel et d'électricité ainsi que des fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison.

#### **4.3 Assistance aux membres du groupement**

En complément de sa mission de base, le coordonnateur apporte à chacun des membres du groupement des services qui facilitent et optimisent la gestion quotidienne de la fourniture d'énergie.

En pratique, il s'agit de :

- organiser annuellement une réunion d'échanges et de restitution entre les membres du groupement ;
- à partir des tableaux de bord de suivi des contrats d'énergie de chacun des membres du groupement, disposer d'éléments comparatifs probants permettant d'évaluer son propre patrimoine au regard des moyennes des autres membres (niveau des consommations ...) et, si besoin, mettre en œuvre des solutions d'amélioration ;
- Faciliter la gestion des litiges ou difficultés rencontrés par un des membres du groupement avec le titulaire du marché.

### **ARTICLE 5 - LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

La commission d'appel d'offres est celle du coordonnateur. Elle est désignée pour choisir le(s) titulaire(s) du marché.

Conformément à l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, peuvent participer avec voix consultative aux réunions de la commission d'appel d'offres, des personnalités désignées par le Président de la commission en raison de leurs compétences.

Le Président de la commission d'appel d'offres invite également le comptable public et le représentant de la Direction Départementale de la Protection de la Population - Service de protection du consommateur.

### **ARTICLE 6 - MISSIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les membres sont chargés de :

- produire précisément l'étendue des besoins à satisfaire par point de livraison et ce préalablement à l'envoi, par le coordonnateur de l'appel public à la concurrence ;
- assurer la bonne exécution des marchés portant sur l'intégralité de leurs besoins : suivi du marché, paiement des factures, vérification de l'intégration de nouveaux points de livraison, application de pénalités... ;
- s'informer mutuellement sur la bonne exécution ou les difficultés rencontrées ;
- participer financièrement aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 9 ci-après ;

Pour ce qui concerne la fourniture et l'acheminement de gaz naturel ou d'électricité pour les bâtiments et/ou pour les installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse, de bornes de recharge, les membres s'engagent à communiquer avec précision leurs besoins au coordonnateur via le syndicat d'énergies de proximité concerné et, en particulier, à veiller à la bonne définition des points de livraison devant relever des accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

Une attention particulière doit être apportée aux respects des engagements pris pour les contrats qui sont déjà en offre de marché (pénalité en cas de rupture anticipée).

Une fois inclus aux marchés et accords-cadres passés dans le cadre du groupement et pendant toute la durée de validité de ceux-ci, les points de livraison ne pourront plus donner lieu à la conclusion de nouveaux marchés ou accords-cadres qui seraient directement passés par les membres en dehors du présent groupement et ayant aussi pour objet, même non-exclusif, la fourniture de gaz naturel ou d'électricité.

#### ARTICLE 7 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Chaque membre du groupement est astreint au secret professionnel et à une obligation de confidentialité. Il ne peut communiquer en aucun cas, à qui que ce soit les renseignements, les documents et les supports établis au seul bénéfice du groupement.

Tout membre s'engage à respecter la stricte exclusivité des données traitées et transmises ainsi que le caractère strictement confidentiel des informations dont il aurait connaissance pendant la durée du groupement.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le coordonnateur du groupement à résilier la participation du membre aux torts de ce dernier aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le membre au coordonnateur.

#### ARTICLE 8 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT

La mission de coordonnateur est exclusive de toute rémunération.

Toutefois, le coordonnateur est indemnisé des frais afférents au fonctionnement du groupement par une participation financière versée par les membres du groupement dès lors que le membre devient partie aux marchés passés par le coordonnateur.

Les frais englobent les coûts d'impression, de publicité, de reproduction et de manière générale tout ce qui concourt à la passation des marchés publics.

Le montant de la contribution est fixé annuellement par le Comité Syndical du SDEC Energie.

Pour 2016, la contribution annuelle s'établit comme suit :

Qualité du membre	Contribution annuelle
Collectivité inférieure à 1 000 habitants	25 €
Collectivité de 1 000 à 10 000 habitants	40 €
Collectivité supérieure à 10 000 habitants	75 €
Autres membres	75 €

Le montant des contributions annuelles étant faible, cette contribution sera demandée tous les deux ans. Les versements seront effectués par virement au Comptable du Trésor pour le compte du SDEC ENERGIE.



## ARTICLE 9 - DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement de commande, objet du présent acte constitutif, ayant pour objet un achat répétitif est institué à titre permanent.

## ARTICLE 10 - ADHESION ET RETRAIT DES MEMBRES

Avant chaque nouveau marché, le coordonnateur transmet à chaque membre du groupement la liste à jour des membres.

Chaque membre adhère au groupement par approbation de leur assemblée délibérante.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Toutefois, l'engagement du nouveau membre dans le groupement n'est effectif que pour les accords-cadres ou marchés publics dont l'avis public à concurrence a été envoyé postérieurement à la date de réception par le coordonnateur de la décision d'adhérer au groupement de commandes.

Chaque membre est libre de se retirer du groupement par décision de son assemblée délibérante. Cette décision est notifiée au coordonnateur.

Le retrait d'un membre ne devant entraîner de bouleversement de l'économie générale des marchés en cours, un préavis de 6 mois est exigé sachant que ce retrait ne prend effet qu'à l'expiration d'un marché en cours.

Les membres du groupement acceptent le retrait même partiel ou l'adhésion d'un membre sans pouvoir s'y opposer.

## ARTICLE 11 - CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge.

Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

## ARTICLE 12 - RESOLUTION DE LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Caen.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

## ARTICLE 13 - MODIFICATION DU PRESENT ACTE CONSTITUTIF

Les éventuelles modifications du présent acte constitutif du groupement doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

La modification prend effet lorsque l'ensemble des membres a approuvé les modifications.

## ARTICLE 14 - DISSOLUTION DU GROUPEMENT

Le groupement peut être dissout à la demande de ses membres, décidée à la majorité des deux tiers. Toutefois celle-ci ne peut intervenir avant le terme des marchés ou accords-cadres en cours.

Le présent acte est résilié de plein droit en cas de disparition du besoin de chaque membre du groupement.

Pour le Coordonnateur,

A Caen, le 26 juillet 2016  
Le Président du SDEC Energie,

Le Président

Jacques LELANDAIS



Pour le membre \*,

A....., le .....

le Maine

  
Laurent BONNATERRE

\*Chaque membre doit remplir la fiche contact et l'autorisation de communication de données jointes au présent acte constitutif.

